



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des
territoires



ÉTUDE DE PREFIGURATION DE LA GESTION ET DE LA VALORISATION DES BOUES D'ÉPURATION DOMESTIQUES ET DES MATIÈRES DE VIDANGE DANS LE DOUBS

Compte rendu du Comité Technique n°1

Le mercredi 16 avril 2025 à 15h en visioconférence



1. Liste des participants

| NOM Prénom | Organisme | Fonction | Coordonnées |
|--------------------|--|---|---|
| MAMET Etienne | DDT 25 | Responsable Unité eau | etienne.mamet@doubs.gouv.fr |
| PARRA Stéphane | Département 25 | Chef du service Eau et milieux aquatiques | stephane.parra@doubs.fr |
| RACINE Hugues | Département 25 | Technicien assainissement | hugues.racine@doubs.fr |
| BEGRAND Dylan | Département 25 | Technicien assainissement | dylan.begrand@doubs.fr |
| GRANADOS Johann | Agence de l'eau RMC | Chargé d'intervention et référent technique eau et assainissement | johann.granados@eurmc.fr |
| VAN PAASSEN Prisca | ADEME | Ingénieure Déchets et Economie Circulaire | prisca.vanpaassen@ademe.fr |
| POTIER Alexandre | CC grand Pontarlier | Responsable exploitation | a.potier@grandpontarlier.fr |
| COURDIER Sarah | CC Frasne Drugeon | Responsable service eau et assainissement | s.courdier@frasnedrugeon-cfd.fr |
| COURVOISIER Claude | CC altitude 800 | Président | claudc.courvoisier@forestiere-cdc.fr |
| DEMOLY Régis | Grand Besançon Métropole | Directeur Eau et Assainissement | regis.demoly@grandbesancon.fr |
| GRENIER Régis | Pays de Montbéliard Agglomération | Chef de service Eau et assainissement | regis.grenier@agglo-montbéliard.fr |
| VURPILLOT Cyril | Pays de Montbéliard Agglomération | Ingénieur eau et assainissement | Cyril.vurpillot@agglo-montbéliard.fr |
| ROUGE Lucie | CC Pays de Sancey-Belleherbe | Directrice régie eau potable / assainissement | direction-eau-assainissement@payssancey-belleherbe.fr |
| FEURTEY Vivien | CC Pays de Maîche | Responsable assainissement | vfeurtey@ccpm-maiche.com |
| MERCIER Diane | CC Loue Lison | Responsable environnement | D.MERCIER@cclouelison.fr |
| VUITTON Valérie | Fédération Régionale des Coopératives Laitières Massif Jurassien | Chargée de mission | vvuitton@frcl.massif-jurassien.fr |

| | | | |
|------------------|-------------------------------------|---|----------------------------|
| GAILLARD Vincent | ASCOMADE | Directeur | direction@ascomade.org |
| RENAUD Xavier | CIA 25-90 | Chef du service espaces et territoires | xrenaud@agridoubs.com |
| MULLER Océane | CIA 25-90 | Chargé de mission valorisation agricole des déchets | omuller@agridoubs.com |
| MOUTON Camille | Alliance Environnement exploitation | Responsable développement | c.mouton@alliance-env.fr |
| LOPES Clément | Alliance Environnement exploitation | Responsable étude assainissement | c.lopes@alliance-env.fr |
| SAUVAIRE Cathy | Alliance Environnement exploitation | Ingénieure d'étude assainissement | c.sauvaire@alliance-env.fr |

1. Introduction

Stéphane PARRA (CD 25) :

En préambule de la réunion, le contexte de réalisation de cette étude est rappelé. Celle-ci fait suite à une première étude achevée fin 2023. Cette dernière avait permis de préciser à l'échelle départementale les volumes de production de boues, leurs caractéristiques ainsi que les exutoires possibles. La tranche optionnelle destinée à étudier au stade avant-projet un scénario départemental de gestion alternative des boues n'a pas été engagée, afin de laisser aux EPCI le temps de décider de la conduite à tenir pour les années à venir.

Début 2024, 25 collectivités ont sollicité le Département afin d'engager une nouvelle étude. Dans cet objectif, Monsieur le Préfet et Madame la Présidente du Département du Doubs ont organisé un Comité de pilotage durant l'automne 2024 qui avait abouti aux décisions suivantes :

- Solliciter une période transitoire de 5 ans auprès de l'INAO pour permettre la poursuite de l'épandage de boues sur les zones AOP (avant une interdiction définitive) afin de continuer la réflexion de manière plus sereine et de laisser le temps aux collectivités de réaliser les investissements nécessaires pour adapter leurs filières de gestion des boues,
- Réaliser une étude complémentaire des scénarios retenus durant l'étude initiale : épandage distant, compostage dans le département avec création d'une plateforme et incinération.

C'est ce deuxième point qui est l'objet de la réunion du jour, ce comité technique marquant le lancement de cette nouvelle étude.

Après un tour de table présentant les participants, il a été rappelé le découpage de la mission : la Chambre d'Agriculture du Doubs réalisera le volet épandage distant et Alliance Environnement pilotera les deux autres volets.

2. Présentation de la méthodologie

Après une présentation de l'équipe projet par **Clément LOPES (Alliance Environnement)**, la méthodologie qui sera appliquée a été présentée (support joint au compte rendu).

Concernant la remise à jour des données de l'étude initiale, le Département avait poursuivi le travail effectué dans la première étude en synthétisant annuellement les données relatives aux boues produites sur le territoire. Ce dernier devra transmettre la base de données mis à jour entre 2021 et 2023. Les données de cette base étant suffisantes pour les années 2021 à 2023, il a été décidé de concentrer la remise à jour des données sur l'année 2024.

Un focus sur la place de la déshydratation dans la gestion des boues sera également effectué. En effet pour les différents scénarios, il conviendra d'étudier la déshydratation en amont afin de limiter le transport de boues liquides et surtout pour optimiser les conditions d'acceptabilité (15% minimum de siccité en entrée de plateforme de compostage).

Cette remise à jour des données sera réalisée au moyen d'entretiens en visioconférence pour les EPCI ayant la charge de plusieurs stations d'épuration et d'un questionnaire pour les communes n'ayant pas encore transféré leur compétence assainissement.

Comme explicité dans le support, la phase 2 se concentrera sur les plateformes de compostage de boues, de déchets verts et sur les incinérateurs. Un entretien sera mené avec les gestionnaires de chaque site. En fonction des résultats des enquêtes des plateformes de compostage, une tranche optionnelle pourra être levée afin de réaliser le dimensionnement d'ouvrage(s) de compostage à installer dans le département (logistique, coûts, modalités de gestion, etc.).

En phase 3, une analyse multicritère des 3 filières (épandage distant, compostage et incinération) sera réalisée afin de définir le scénario le plus adaptée à la situation locale.

Par la suite, **la Chambre d'Agriculture (Océane MULLER)** a elle aussi présenté sa méthodologie. Cette dernière s'appuiera sur un questionnaire envoyé aux exploitants agricoles du département afin de mettre en avant les surfaces concernées par un cahier des charges AOP, le ressenti des exploitants sur l'acceptation des boues, etc. A partir de ce questionnaire et des réponses aux entretiens réalisés par Alliance Environnement, la Chambre d'Agriculture pourra définir les surfaces disponibles pour permettre un épandage agricole des boues d'épuration ainsi que les attentes des agriculteurs vis-à-vis de cette démarche mais aussi évaluer les traitements nécessaires (chaulage, déshydratation, transport, stockage, etc.) et les coûts associés (en fonctionnement et investissement).

3. Echanges

Alliance Environnement demande si le questionnaire réalisé par la Chambre d'agriculture pouvait contenir une question concernant l'acceptation du compost par les agriculteurs. La Chambre a confirmé que cela sera fait.

M. Demoly (Grand Besançon Métropole) rappelle l'importance de tenir compte des échéances électorales (élections municipales en mars 2026) et ajoute qu'il serait intéressant que le dernier COPIL soit effectué après cette date afin que les nouvelles équipes en place puissent avoir le retour de cette étude.

M. Gaillard (ASCOMADE) explique qu'à terme, avec l'AOP Morbier, c'est tout le Département du Doubs qui sera concerné par l'interdiction d'épandage. Concernant l'agenda, la demande de délai transitoire de 5 ans pour l'interdiction de l'épandage des boues d'épuration domestiques en zone AOP devrait être statuée en fin d'année. Il rappelle que la transmission du rapport des filières au comité national se fera le 21 novembre 2025.

M. Parra confirme en rappelant que l'ASCOMADE a rédigé un courrier pour soutenir et consolider le courrier du Préfet pour la sollicitation d'une période transitoire de 5 ans.

M. Gaillard explique ensuite qu'un état des lieux déjà réalisé par l'ASCOMADE a mis en évidence que la solution incinération ne pourrait se faire qu'à un prix élevé et seulement sur 2 sites : Pontarlier (sous réserve) et Besançon (limite à 1 000 TMB/an).

Plusieurs personnes évoquent la mise en place du décret socle commun sur les matières fertilisantes et les impacts des dernières évolutions. Peu de données sont disponibles concernant la mise en place de ce texte réglementaire bien que la Chambre d'Agriculture avance une publication du décret fin 2025 voire début 2026. Le sentiment général est un sentiment de flou.

Concernant l'incinération des boues, **M. Parra** explique que certaines collectivités ont déjà étudié cette possibilité comme l'UVE de Pontarlier, il conviendra de récupérer ces études et de les intégrer à l'étude globale.

4. Données à transmettre

Les données à transmettre par le Département sont les suivantes :

- Base de données complétée avec les années 2021 à 2023 (données envoyées par le Département en mai 2025),
- Lettre de mission. Cette dernière sera utilisée lors de la phase 2 pour démarcher des rencontres avec les professionnels exploitants les sites de compostage et d'incinération.

5. Planning et suite de l'étude

L'organisation d'un premier COPIL est envisagée en septembre sous réserve de l'avancement effectif de l'étude.